

Andrew Wilson, *Political Technology. The Globalisation of Political Manipulation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2023, 300 p. – ISBN 978-1009355339

Politiste et professeur d'études ukrainiennes à l'University College London, Andrew Wilson reste pour beaucoup l'auteur de *Virtual Politics: Faking Democracy in the Post-Soviet World* (2005), l'un des livres de référence depuis vingt ans sur l'étude des « technologues politiques » (*polititexnology*), ces experts en stratégie électorale et en communication politique qui pervertissent les principes démocratiques en organisant la victoire de candidats par tous les moyens possibles. Dans son nouvel ouvrage, l'A. qualifie ces « technologies » d'outils « au service d'intérêts partisans, de minorités étroites, d'oligarchies ou d'États capturés. La technologie politique est une ingénierie politique obscure et secrète, non transparente et souvent frauduleuse » (p. 3).

Le présent ouvrage est une actualisation importante dans l'étude de cet objet. Il propose une réflexion que l'on pourrait présenter selon un cercle concentrique : partant du cas russe (chapitre 1), à l'origine du terme, le livre revient sur l'utilisation de ces méthodes au sein de l'ex-URSS, avec un accent mis sur l'Ukraine (chapitre 6) et, plus modérément, sur la Géorgie, la Moldavie et le Bélarus (chapitre 7), pour étendre l'analyse, selon une approche comparative, à d'autres cas d'étude que sont les États-Unis (chapitre 2 et 3), la Hongrie (chapitre 5), la Chine et l'Inde (chapitre 8). Pour soutenir la thèse du livre – des schémas similaires en termes d'usage de technologies politiques se retrouvent à travers le monde – Wilson consacre également un chapitre à cette globalisation des méthodes (chapitre 4) et un autre à leur efficacité (chapitre 9).

L'ouvrage s'appuie sur un riche corpus de sources aussi bien primaires que secondaires (bien qu'il soit surprenant que certains travaux sur l'informalité dans l'aire postsoviétique, comme ceux d'Alena Ledeneva, ne soient pas mentionnés), incluant notamment des articles de presse en différentes langues – on soulignera l'excellente maîtrise

qu'à l'A. du russe et de l'ukrainien – et, surtout, des entretiens avec des experts en stratégie électorale. Grâce à cette forte dimension empirique, l'A. propose des études de cas extrêmement détaillées, incluant beaucoup d'éléments factuels. On regrettera parfois le manque d'analyse des fondations, médias et autres acteurs, dont les noms sont seulement mentionnés.

Si le fond de l'ouvrage démontre des qualités indéniables qui seront développées plus loin, la forme, elle, présente certains défauts. Le déroulé de chaque chapitre aurait ainsi gagné en clarté avec un plan plus rigoureux, ou du moins une présentation en sous-sections plus organisée. Le flot d'informations est tel qu'une lecture des plus attentives est nécessaire pour suivre le fil du chapitre, marqué par quelques confusions et de nombreux allers-retours parmi les exemples qui ne sont pas présentés chronologiquement ou qui sont tirés d'aires géographiques autres que celle du chapitre. Si ce point peut être vu comme une gageure, un chercheur spécialiste de chacun des cas d'étude trouvera néanmoins des sources primaires abondantes et novatrices pour son aire d'expertise.

D'un point de vue de slaviste, cet ouvrage offre, malgré ces quelques écueils, plusieurs perspectives d'étude des sociétés russe, ukrainienne, géorgienne, moldave et biélorussienne. Selon l'A., « parler de technologie politique aide à expliquer la politique » (p. 13). Alors que la recherche, notamment dans le champ des études russes, se heurte à l'impossibilité du terrain ethnographique depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, cet ouvrage propose une analyse des stratégies « hybrides » de la Russie pour affirmer sa puissance. D'un point de vue de politique intérieure, le but premier de ces stratégies est d'assurer le contrôle du territoire. Du point de vue de la politique extérieure, l'A. préfère aborder la question sans avoir recours à une approche géopolitique ou internationaliste (notamment sous un prisme réaliste), tout en revenant aux mécanismes intérieurs qui sous-tendent l'exportation des pratiques. Plus généralement, l'ouvrage permet d'appréhender la détérioration de l'idéal démocratique, y compris au sein des démocraties libérales.

Ces technologies politiques ne sont pas nouvelles sur le plan historique. Selon l'A., elles se retrouvent dans tous les types de régimes, autoritaire comme démocratique, bien qu'elles soient particulièrement présentes au sein des « autocraties compétitives », pour reprendre le terme de Steven Levitsky et Lucan Way. En outre, les technologies

politiques vont bien au-delà de la simple désinformation ; elles visent à façonner et à contrôler les processus politiques par le biais de diverses méthodes : des États autoritaires autorisent un certain débat public, mais tentent de le manipuler et de le contrôler ; ils créent des « GONGO », soit des organisations non gouvernementales ou partis politiques pseudo-indépendants, et organisent des rassemblements pro-gouvernement censés avoir l'air réels. En outre, ces pratiques se sont internationalisées, du fait de l'essor des médias dans nos sociétés et d'un apprentissage « à distance ». L'A. souligne ainsi que la tentative de suppression de citoyens des listes électorales aux États-Unis s'apparente à l'usage de la « ressource administrative » en Russie.

Dans son étude des technologies politiques en Russie, l'A. distingue quatre grandes phases depuis 1991. Une première couvre la décennie suivant la chute de l'URSS jusqu'à 2003, marquée par la figure de Boris Eltsine, l'élection présidentielle de 1996 et les guerres de Tchétchénie. Durant cette période, tout un marché de consultance en stratégie électorale s'est développé (on pense à des cabinets comme Nikkolo-M, Image-Kontakt et bien d'autres). Andrew Wilson revient sur l'utilisation de plusieurs méthodes, parfois directement héritées de la période soviétique – comme le *kompromat* – pour analyser la campagne présidentielle de 1996. Il donne des exemples de *vbrosty*, ces informations directement données aux médias pour influencer le débat en période électorale. La dernière grande méthode décrite est la *dramaturgiia*, sorte de scénario dramatique minutieusement écrit. À l'heure où tout un pan de la recherche en études russes s'intéresse aux « récits » (*narratives*), notamment pour analyser la politique étrangère de la Russie, l'A. revient sur leur utilisation d'un point de vue domestique (avec les guerres de Tchétchénie ou l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie). La deuxième période, 2003-2011, est celle du « théâtre » et de ce que Vladislav Sourkov a appelé la « démocratie souveraine ». Après la victoire du camp occidental en Ukraine à la suite de la révolution Orange, les technologues politiques russes ont développé des méthodes « contre-révolutionnaires », avec de faux observateurs électoraux. La fondation *Russkij Mir*, une GONGO, a été créée et des stratégies de « neutrollisation » (l'usage de trolls pour « neutraliser » l'effet Bolotnaïa, du nom de la place moscovite qui a été l'épicentre des manifestations de 2011 pour dénoncer les fraudes massives lors des élections législatives) ont été mises en place. Le troisième moment est celui de la « politique de propagande », avec le Kremlin comme

l'acteur dominant qui orchestre l'usage des technologies politiques conjointement avec un ensemble complexe d'acteurs annexes. L'A. revient sur l'essor de certains récits clés du pouvoir poutinien, comme la « russophobie » ou la militarisation de l'histoire à la suite de l'annexion de la Crimée. Il conclut rapidement que la phase post-2022 s'inscrit dans la continuité directe de la précédente.

L'Ukraine est le pays vers lequel la Russie a le plus tenté d'exporter les technologies politiques. La réélection de Leonid Koutchma en 1999 s'est ainsi faite selon un certain calque des méthodes de la campagne de Eltsine de 1996, avec l'usage de *temniki* dans les médias. Gleb Pavlovski, originaire d'Odessa devenu figure principale du technologue politique russe des années 1990, a entrepris de faire circuler plusieurs mythes à propos de l'Ukraine, qui ont forgé les bases du récit russe actuel vis-à-vis du pays. Le premier était « l'Ukraine est un pays divisé », le deuxième « l'Ukraine est pleine de fascistes ». Pavlovski a également tenté de prouver que l'Ukraine était un « État artificiel » et défaillant, ne pouvant exister qu'en tant que marionnette de puissances étrangères. On soulignera aussi l'accent mis par l'A. sur l'agentivité des acteurs ukrainiens, avec les technologues politiques proches de la Russie. Cette agentivité a résulté en l'apparition de nouvelles pratiques, propres à l'Ukraine, comme les *tituški* (contre-manifestants engagés pour apporter un faux soutien au président pro-russe, Viktor Ianoukovitch) ou la *grečka* (pratique consistant à aller voter pour un candidat en échange de nourriture).

L'Ukraine a longtemps été une double plaque tournante : des locaux et des étrangers y entraient et en sortaient, ce qui a donné naissance à des variantes locales uniques. Contrairement à la Russie de Vladimir Poutine, ce sont surtout les oligarques, et non l'État, qui ont parrainé les technologies politiques en Ukraine. L'importance des acteurs étrangers dans le développement de ces pratiques s'est renforcée après 2005 et la venue de l'Américain Paul Manafort. Il a changé la culture ukrainienne en matière de communication politique, en développant plusieurs récits adaptés à chaque cible, contribuant à polariser la société. Il a œuvré, en se basant sur l'expérience américaine, à faire du Donbass une forme de *Rust belt*, renforçant le Parti des régions face au président Iouchtchenko.

Dans la dernière partie de son chapitre sur l'Ukraine, l'A. se concentre sur Volodymyr Zelensky, son essor et sa récente lutte face aux oligarques, notamment Ihor Kolomoïsky, dont la base du pouvoir se

trouvait à Dnipro, non loin du Donbass déchiré par la guerre. Au début de la guerre, en 2014, il a profité de son statut de premier plan et du financement des milices locales pour se faire nommer gouverneur et étendre son empire commercial. Volodymyr Zelensky était omniprésent sur la chaîne la plus populaire, 1+1, détenue par Kolo-myïsky. La série *Serviteur du peuple*, où V. Zelensky a joué le rôle principal d'un instituteur devenant président, y était abondamment retransmise. Le facteur décisif dans la victoire de V. Zelensky n'était pas tant un média particulier que l'effet de l'écho médiatique, lorsque la même information est répétée de nombreuses fois dans différentes sources, augmentant sa résonance. Il y avait les réseaux sociaux pour les jeunes, et la télévision pour les électeurs plus âgés. Andrew Wilson souligne également que des *bots* et des *fakes* ont été utilisés pour vendre le message de Volodymyr Zelensky, démontrant ainsi l'universalité de telles pratiques.

Dans certaines autres ex-républiques soviétiques, des pratiques « de style russe » ont naturellement découlé de la culture commune de l'URSS, avec en plus le mimétisme de certains influenceurs locaux. En Moldavie, l'A. revient sur l'empire médiatique de l'oligarque Vladimir Plahotniuc et les élections présidentielles de 2016, en s'intéressant au rôle joué par divers *proxies* affiliés à ce dernier. Tout comme en Ukraine, des technologies locales ont été employées, notamment une variante de la *grečka*. Ainsi, on a vu en Moldavie l'émergence d'« épicerie sociales » vendant des produits à bas prix en échange de l'inscription sur les listes électorales, ainsi que des bus qui transportaient les électeurs jusqu'aux bureaux de vote. Jusqu'à présent, ces stratégies se sont révélées peu efficaces face à la volonté du peuple et aux aspirations occidentales que l'élection de 2020 a mises en lumière.

À l'inverse, en Géorgie, un seul oligarque, Bidzina Ivanichvili, a réussi à maintenir son pouvoir. L'A. explique à la fois les manœuvres mises en place par le Mouvement national uni de Mikheil Saakashvili et celles déployées par le parti Rêve géorgien, contrôlé par B. Ivanichvili. Alors que les élections parlementaires de 2024 ont remis la question de l'influence russe sur le devant de la scène, l'A. revient sur la création du parti de Bidzina Ivanichvili, la présence de spécialistes des relations publiques soutenant la Russie sur les réseaux sociaux et la création de fausses ONG utilisant des méthodes d'*astroturfing* (pratique consistant à simuler un mouvement populaire de mobilisation et à amplifier sa portée).

Au Bélarus, les élections de 2020 ont démontré l'incapacité du pouvoir à totalement contrôler la société. L'événement a constitué un point de bascule vers un renforcement sans précédent de la répression, ainsi que l'adoption d'un programme de technologies politiques « made in Russia ». Des rallyes pro-Loukachenko ont ainsi été organisés, les ONG ont été remplacées par des GONGO, des purges dans les médias ont été conduites et les réseaux sociaux pris d'assaut par des bloggeurs pro-gouvernement. Plus encore, le transfert du contrôle de la télévision bélarussienne à l'oligarque russe Mikhaïl Goutseriev, avec l'appui de journalistes de RT, constitue le changement majeur en matière de technologies politiques. La télévision est devenue un bras de la propagande russe, véhiculant les mêmes récits : les opposants sont des nazis, l'Occident tente de faire du Bélarus une nouvelle Ukraine, les valeurs occidentales relèvent d'une « propagande LGBT ».

Élargissons le cercle en mentionnant les autres pays auxquels l'ouvrage s'intéresse. Aux États-Unis, l'A. juge que les consultants politiques sont de nouveaux « technologues » nés autrefois en Russie. Plus qu'une simple mention des grandes pratiques visant à remporter une élection, comme le *gerrymandering* ou les grandes décisions juridiques sur la fin du plafond de financement des campagnes, la particularité du pays réside dans le fait que ces technologies politiques ne sont pas tant l'œuvre de l'État que celle d'acteurs *proxies*. Ces derniers incluent des professionnels du conseil en relations publiques, des familles puissantes (par exemple, Koch) et des réseaux impliqués dans la vie juridique (Federalist Society). Bien que le lobbying soit une pratique intégrante de la vie politique américaine, l'A. démontre un certain tournant vers un « lobbying de l'ombre » (*shadow lobbying*, p. 125) rappelant les pratiques d'*astroturfing* dans d'autres pays.

En Europe, la Hongrie de Viktor Orban, à la tête du parti Fidesz, incarne la notion d'érosion démocratique, enjeu clé de l'ouvrage. Le pays constitue un « monde de merveilles » (p. 249) de technologies politiques ayant tiré profit de plusieurs écoles (russe, américaine, israélienne). L'étude du cas hongrois montre que de nombreuses stratégies, comme la guerre de l'information russe, sont de plus en plus utilisées par des acteurs nationaux. Le chapitre consacré à la Chine et à l'Inde montre l'importance des marchés que constituent Internet et les réseaux sociaux. L'A. explique que le Bharatiya Janata Party (Parti du peuple indien) du Premier ministre Narendra Modi utilise de nombreuses tactiques familières du reste du monde, comme les « fermes à

trolls » et le ciblage des données, pour consolider son pouvoir. Concernant la Chine, elle est l'exemple parfait d'autoritarisme digital, avec l'utilisation de la technologie au service du politique, pour surveiller, censurer et manipuler l'opinion. Le système politique chinois n'étant pas basé sur la compétition, les technologies politiques n'ont pas vraiment lieu dans les limites du pays, mais plutôt dans ses stratégies d'exportation à l'étranger. L'A. mentionne notamment la vente de système de surveillance et la chaîne de télévision CGTN, exemple de « sharp power » (p. 374).

Le dernier chapitre du livre s'attelle à la question de l'efficacité des technologies politiques. Elles peuvent fonctionner pour déguiser des intérêts partisans, défaire des réformes ou remporter une élection malgré des tendances démographiques allant à l'encontre d'un candidat ou d'un parti. Certaines technologies ne semblent fonctionner qu'à un endroit et à un moment précis ; ce fut le cas pour les réélections de Boris Eltsine et de Leonid Koutchma. La Russie a réussi son annexion de la Crimée non pas tant parce que ses habitants étaient pro-russes, mais parce qu'elle disposait de nombreux éléments de contrôle local. De même, le Kremlin est parvenu à semer le trouble dans la moitié du Donbass parce qu'il a pu isoler la région du reste de l'Ukraine en créant une réalité virtuelle de défense des locaux contre l'arrivée des « fascistes » de l'Ouest. Le régime russe a échoué ailleurs : ses tactiques reposaient sur une série d'hypothèses erronées selon lesquelles les Ukrainiens russophones étaient des partisans naturels du « monde russe ».

L'A. conclut que la « politique de propagande » est mise en place aussi bien directement, *via* les médias ou les GONGO, qu'indirectement. L'enjeu est alors d'influencer sans chercher le contrôle. Andrew Wilson donne de nombreux exemples d'acteurs *proxies* qui parleront aux spécialistes des dispositifs d'influence russe à l'étranger, avec notamment de nombreuses fondations ou sites Internet. Une autre conclusion majeure de l'ouvrage est que les fermes à trolls se sont propagées et sont devenues une stratégie adoptée par l'ensemble des acteurs étudiés. En somme, l'ouvrage souligne le poids grandissant pris par la technologie dans la mise en œuvre de toutes ces stratégies de manipulation. Les *bots* et l'IA ne font ainsi que renforcer l'ensemble des acteurs, permettant une amplification des messages et la création de nombreux réseaux.

L'ouvrage d'Andrew Wilson présente une remarquable actualisation de la littérature sur les technologies politiques dans une approche comparatiste. Si l'argument qui repose sur l'analyse de la politique étrangère des pays, dont la Russie, selon une approche évitant l'analyse géopolitique reste discutable, le livre a le mérite d'être détaillé et de proposer un matériau empirique foisonnant, ainsi que des perspectives de recherche passionnantes.

Gabriel Porc
CRPM – Université Paris Nanterre